

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi après-midi, 7 septembre 2017

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

38 2017.RRGR.43 Motion 010-2017 Fuchs (Bern, UDC)

Pas de privilège exclusif pour les nomades urbains

Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention:	010-2017
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	23.01.2017
Déposée par:	Fuchs (Berne, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence accordée: Non	26.01.2017
N° d'ACE: 529/2017	du 31 mai 2017
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

Pas de privilège exclusif pour les nomades urbains

Le Conseil-exécutif est chargé

1. d'appliquer de manière conséquente la disposition autorisant les constructions mobilières pour une durée de trois mois au plus par année civile, y compris pour les nomades urbains;
2. de ne plus mettre de parcelle de terrain à disposition des nomades urbains (Verein Alternative), et ce avec effet immédiat.

Développement:

Cela fait des années que les urbains nomades en ville de Berne ne respectent pas la durée de trois mois. De plus, il arrive qu'ils abandonnent sur place des voitures, des véhicules de chantier et du matériel voués à la casse. Ce qui est particulièrement dérangeant, avec ce traitement de faveur dont ils semblent bénéficier, c'est que la Ville de Berne, la commune bourgeoise de Berne et le canton de Berne continuent malgré tout à mettre des parcelles de terrain à leur disposition.

En dépit des plaintes déposées, la Ville de Berne, par exemple, n'applique pas les prescriptions de la police des constructions et ne rend par ailleurs aucune décision de remise en état, alors qu'elle le fait régulièrement et sans concession quand il s'agit de particuliers et de propriétaires.

Motivation de l'urgence: une rencontre devrait avoir lieu le 28 février 2017 avec des représentants du canton sur la suite des événements après dépôt de nouvelles dénonciations à l'autorité de surveillance.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

1. Les communes-sièges sont responsables de l'application des prescriptions de la police des constructions en matière de constructions mobilières, quel que soit le propriétaire du site. Le préfet est chargé de la surveillance des communes, et le Conseil-exécutif exerce quant à lui la surveillance des préfets par l'intermédiaire de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE). Cette dernière peut, si nécessaire, donner aux préfets des instructions générales à caractère contraignant. Une procédure de surveillance est menée actuellement à l'encontre de la Ville de Berne auprès de la préfecture de Berne-Mittelland, car la durée maximale de séjour des nomades urbains sur le terrain du Viererfeld a été dépassée en

2016. Il convient pour le moment d'attendre l'issue de la procédure, raison pour laquelle le Conseil-exécutif ne juge pas nécessaire d'intervenir à ce stade.

2. Dans le cadre du système de rotation convenu entre la Ville de Berne, la commune bourgeoise de Berne et le canton concernant le lieu de séjour de la Verein Alternative (nomades urbains), le canton a déjà mis à plusieurs reprises depuis 2008 le terrain du Viererfeld à la disposition de l'association. Il n'y a aucune raison de ne plus procéder ainsi avec effet immédiat et d'ignorer de ce fait l'accord conclu avec la ville et la commune bourgeoise. Par ailleurs, ce système de rotation n'est qu'une solution transitoire, qui sera maintenue au plus tard jusqu'à ce que la zone d'habitation «expérimentale» de Riedbach soit mise en place. Le corps électoral de la Ville de Berne a approuvé l'acquisition de cette nouvelle zone en septembre 2013. Le projet a toutefois été retardé, car en mai 2016, la JCE a refusé d'approuver la modification du plan de zones. En février 2017, le Tribunal administratif cantonal a partiellement admis un recours de la Ville de Berne, a annulé le refus d'autoriser le plan de zones de Riedbach et a renvoyé le dossier à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) pour un nouvel examen au sens des considérants. La zone d'habitation «expérimentale» de Riedbach pourra être mise en service dès que l'approbation du plan d'affectation par l'OACOT entrera en force et qu'un permis de construire valable aura été délivré.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Ich begrüsse Sie herzlich zur Nachmittagssitzung. Traktandum 37 konnten wir noch vor der Mittagspause abschliessen und kommen nun zu Traktandum 38. Es handelt sich um eine Richtlinienmotion. Die Regierung empfiehlt sie zur Ablehnung, und wir diskutieren in reduzierter Debatte. Das heisst, die Länge der Voten beträgt zwei Minuten. Als erstes gebe ich dem Motionär das Wort.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Es handelt sich hier um ein typisches Thema, wozu man eigentlich gar keinen Vorstoss machen müssen sollte. In Bern ist das aber leider ein bisschen anders. Ich erinnere an das «Freie Land Zaffaraya», welches sogar in einer Bauverbotszone steht. Für Fahrbaubauten besteht eine gesetzliche Frist von drei Monaten – Punkt, Schluss. Das ist eigentlich klar. Es geht aber um die linke Stadt Bern und vor allem um die linken Stadtnomaden. Diese sind nicht zu verwechseln mit Hirtennomaden aus der Wüste, Steppe oder Prärie. Es handelt sich um eine Gruppe von Leuten, die sich nicht in feste Normen einbinden lassen will, die sich gerne gegen den Staat auflehnt und die zum Ausgehen in die Reitschule geht. Es handelt sich um eine Gruppe von Aussteigern und Linksalternativen, die sich im Chaos wohlfühlt und eine Horde Hunde hält, damit nicht jeder zu ihren Wagen kommen kann. Gewohnt wird in alten Bauwagen und in baufälligen Wohnwagen und umgezogen wird mit kaum fahrfähigen Traktoren als Zugfahrzeugen, meistens nachts. Die gleichen Stadtnomaden haben mit Daniel Kettiger einen prominenten und politisch aggressiven Rechtsvertreter und geniessen beinahe schon eine Art Sonderstatus. Denn der Staat, sprich Stadt, Kanton und Burgergemeinde, kümmert sich vorbildlich und fürsorglich darum, dass sie alle drei Monate einen neuen Standplatz erhalten. Dreck und Kehrlicht bleibt zurück und wird von der Stadt entsorgt. Und wenn einmal ein Auto stehen bleibt, das niemand mehr brauchen kann, wird auch das freundlicherweise durch den Staat entsorgt. Ob ihnen eine Rechnung gestellt wird, lasse ich offen, ich weiss es nicht und kann nur vermuten, dass es eben nicht gemacht werde. Wenn Nachbarn wegen Lärm, Feuer und anderem reklamieren, werden sie durch den Staat beruhigt und es wird um etwas mehr Toleranz gebeten. Jetzt gibt es immer weniger Standorte. Ich sehe, dass das Lämpchen für die Redezeit bei mir offenbar schon blinkt. Ich beantrage, dass man hier klar sagt, dass es so nicht geht. Wir müssen die Frist für alle beibehalten. Das bedeutet drei Monate. Das gilt auch für die Stadtnomaden, egal wie links sie stimmen. Es ist eine Frage der Politik und eine Frage, bei der der Grosse Rat ein Zeichen setzen muss. Ich bin auch bereit, die Punkte in ein Postulat umzuwandeln, damit sie eine Chance haben. Und vielleicht wird dann die zukünftige Regierung ohne säbelrasselnde Barbara Egger ein bisschen mehr Mut haben, sich gegen die Stadtnomaden der linken Stadt Bern durchzusetzen.

La présidente. Ich bin nicht sicher, ob ich die Formulierung richtig verstanden habe. Würdest du ins Postulat wandeln oder wandelst du tatsächlich? – Gut, wir sprechen in diesem Fall also über ein Postulat. Das Wort ist frei für die Fraktionssprecherinnen und Fraktionssprecher.

Francis Daetwyler, Saint-Imier (PS). Certes, la réponse du Conseil-exécutif indique qu'il y a des problèmes dans le dossier soulevé par notre collègue Fuchs puisque «une procédure de surveillance est menée actuellement à l'encontre de la ville de Berne auprès de la préfecture de Berne-Mittelland.» J'arrête ici la citation. Mais pour le reste, cette thématique relève ici des compétences communales de la commune concernée, soit dans le cas particulier la ville de Berne. Je dirais qu'il y a un petit côté piquant quand même à voir les chantres de l'autonomie communale la remettre en cause quand une commune ou une autre n'agit pas dans le sens qui est souhaité par le parti en question. Pas plus tard qu'hier, dans le cadre des débats sur la plus-value en cas de changement de zone, on a pourtant entendu énumérer tous les mérites de l'autonomie communale en principe sacro-sainte mais, chacun le sait, appuyez-vous sur les principes, ils finiront bien un jour par céder. Le groupe socialiste rejette donc cette intervention, que ce soit sous forme de motion ou de postulat.

Nathalie Imboden, Berne (Les Verts). Mit Herrn Fuchs sind ich und auch unsere Fraktion einzig bei seinem ersten Satz gleicher Meinung, nämlich dass es den Vorstoss vielleicht gar nicht gebraucht hätte. Hingegen distanzieren wir uns sowohl von seiner Wortwahl als auch vom Inhalt seines Votums. Das entspricht nicht dem, was wir hier diskutieren möchten. Die grüne Fraktion kann das auch als Postulat nicht unterstützen. Wir folgen hier der Regierung, die Ablehnung beantragt. In der Antwort wird deutlich beschrieben, wie momentan die Sachlage ist und wie die Regierung hier vorgehen will. Es ist für uns ein Eingriff in die Gemeindeautonomie. Herr Fuchs hat es einleitend ausgeführt. Es geht ihm darum, dass die Stadt Bern hier in Gemeindeautonomie einen Umgang findet mit ihren Stadtnomaden, der auch in der Bevölkerung gestützt wird. Ich erinnere daran, es steht auch geschrieben, dass im September 2013 54 Prozent der Bernerinnen und Berner ja zu einer «Zone für experimentelle Wohnformen» gesagt haben, in der auch die Stadtnomaden eine Heimat finden sollen. Sie haben eine Lebensform, die vielleicht nicht allen hier gefällt. Aber liebe Kolleginnen und Kollegen, wenn die 100 Leute nicht in Bauwagen, sondern stattdessen in Einfamilienhäusern in der Stadt Bern wohnen würden, entspräche das wahrscheinlich auch nicht dem Interesse von Herrn Fuchs. Sie haben eine Lebensform. Diese kann einem gefallen oder nicht. Aber die Stadt Bern hat eine Vorgehensweise gefunden, damit umzugehen. Das ist auch gut so. Leider wird die «Zone für experimentelle Wohnformen» von der JGK mit Verzögerungen blockiert. Ich komme nun zum Schluss. Wir hoffen, dass das schnell gelöst wird und dass die Behörden hier eine Lösung suchen, die adäquat ist. Dieser Vorstoss bringt nichts. Darum bitten wir Sie, das Postulat abzulehnen.

Stefan Hofer, Berne (UDC). Selbstverständlich unterstützt die SVP-Fraktion dieses Postulat. Die Stadtnomaden sollen alternierend alle drei Monate ihren Standort wechseln. Leider handelt die Stadt Bern hier abermals illegal und setzt sich über geltendes Recht hinweg. Das Ganze geschieht eigentlich auch unter dem Motto «im Westen nichts Neues». Was aber neu ist und auch sehr erstaunt, ist, dass nun der Kanton bei diesen Spielen noch mithilft und diesem illegalen Treiben in zwei Punkten sogar noch Förderung schenkt. Wie Sie der Antwort des Regierungsrats entnehmen können, hat der Kanton sehr wohl die Möglichkeit, der Stadt Bern via Regierungsrat und via Regierungsstatthalteramt verbindliche Weisungen zu geben bezüglich der Aufenthaltsdauer und den Standorten der Stadtnomaden. Der Regierungsrat lässt dies aber aus unverständlichen Gründen aus und doppelt sogar nach, indem er der Stadt Bern Land zur Verfügung stellt um geltendes Recht zu brechen. Dies, obwohl der Regierungsrat die Missstände mehr als nur kennt. Bei uns hört da das Verständnis definitiv auf und wir hoffen und wünschen uns, dass Sie das Postulat unterstützen werden.

Vania Kohli, Berne (PBD). Noch einmal und noch einmal und noch einmal – wann endlich begreift auch Thomas Fuchs, dass die Gemeindeautonomie nicht nur auf dem Land, sondern auch in der Stadt Bern gilt? Dass auch in der Stadt Bern der Volkswille respektiert werden muss? Bern hat sich für eine «Zone für experimentelle Wohnformen» ausgesprochen. Diese wird einfach Realität werden. Und dann werden die Nomaden auch sesshaft werden und Thomas Fuchs wird keinen Aufhänger mehr haben, um solche Vorstösse einzureichen. Es bleibt ihm allerdings noch die Reithalle.

Und letztendlich ist die Polizei, wie auch die Baupolizei zur Durchsetzung solcher Vorschriften, Gemeindesache. Wir sind hier um Politik zu machen und nicht, um Zeichen zu setzen. Die BDP lehnt die Motion wie auch das Postulat ab.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Die FDP hat im Grundsatz gewisse Sympathien für den Vorstoss, mit Blick auf die Rechtsgleichheit. Es ist für uns tatsächlich fragwürdig und störend, dass für bestimmte Gruppen – im vorliegenden Fall die Stadtnomaden – die Gesetze nicht gelten oder methodisch umgangen werden. In Punkt 1 sehen wir es allerdings wie die Regierung. Die baupolizeiliche Durchsetzung von Vorschriften ist Sache der Standortgemeinde, in diesem Fall der Stadt Bern. Es läuft ja zurzeit auch ein aufsichtsrechtliches Verfahren des Regierungsstatthalteramts gegen die Stadt, weil die Verweildauer der Nomaden auf dem Viererfeld überschritten wurde. Hingegen unterstützen wir Punkt 2 als Postulat. Für uns ist das Rotationsprinzip bei den Aufenthaltsorten zwischen den verschiedenen Eigentümern nichts anderes als eine Umgehung von geltendem Gesetz. Das ist für uns inakzeptabel. Deshalb wollen wir, dass die Regierung prüft, ob sie unter diesen Voraussetzungen wirklich noch Land für die Stadtnomaden zur Verfügung stellen will und damit ein gewisses Fragezeichen hinter das Rotationsprinzip stellt.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Das ist wieder einmal ein Vorstoss nach dem Schema: Wenn wir im Stadtrat nicht durchkommen, versuchen wir es halt im Grossen Rat. Der Umgang mit den Stadtnomaden ist Sache der Stadt und nicht des Kantons. Das haben schon verschiedene Redner gesagt. Wir sind froh, dass die Antwort des Regierungsrats so klar ausgefallen ist und auch der Regierungsrat der Meinung, sich nicht in die Angelegenheiten der Stadt Bern einmischen zu wollen. Das Rotationsprinzip, welches die Stadt Bern seit Jahren mit den Stadtnomaden praktiziert, bewährt sich im Grossen und Ganzen. Vor dieser Lösung hat es dauernd Klagen über die Stadtnomaden gegeben und lange Debatten darüber im Stadtrat. Die Aufregung hat sich unterdessen gelegt und man hat ein gutes und funktionierendes Agreement gefunden. Selbstverständlich ist es für die EVP wichtig, dass alle Bürgerinnen und Bürger gleich behandelt werden. Aber ich habe nicht das Gefühl, dass eine Wiederherstellungsverfügung etwas mit den Stadtnomaden zu tun hat. Dabei geht es nämlich darum, dass etwas, was ohne Baubewilligung gebaut wurde, wieder rückgebaut werden muss. Hier ginge es eigentlich mehr darum, bei den Stadtnomaden darauf zu beharren, dass sie ihre Standplätze gut hinterlassen und ihnen diesbezüglich immer wieder auf die Finger zu klopfen. Die EVP wird auch das Postulat ablehnen.

La présidente. Es haben sich keine weiteren Fraktionssprechende mehr gemeldet. Ich möchte noch kurz Folgendes sagen. Die Ziffern 1 und 2 wurden teilweise differenziert betrachtet. Wir werden über diese separat abstimmen. Thomas Fuchs hat sich noch einmal zu Wort gemeldet, er fühlt sich persönlich angegriffen. Ich übergebe ihm das Wort.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Ja, werte Damen Imboden, Kohli und Streit – es bringt nichts, wenn Sie hier mit Nebelpetarden werfen und auf den Fuchs spielen. Die Gemeindeautonomie wird hier in keiner Zeile, mit keinem Wort tangiert. Die Verweildauer von Fahrnisbauten ist keine Gemeindesache. Und in Punkt 2 verlange ich, dass der Kanton kein Land mehr zur Verfügung stellt und nicht, dass die Stadt kein Land mehr zur Verfügung stellt. Also wo bitte soll da die Gemeindeautonomie betroffen sein, wenn gefordert wird, dass der Kanton etwas machen solle? Lesen Sie doch bitte die Vorstösse einmal richtig, anstatt einfach zu sagen, das ist vom Fuchs, es geht um die linken Stadtnomaden und wir müssen uns die Stimmen erhalten. Es geht hier wirklich um gleiche Rechte für alle. Und um die Stadtratsdebatte geht es schon gar nicht, dort bin ich schon seit zehn Jahren nicht mehr dabei.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Zu Ziffer 1 ist Folgendes zu sagen: Nicht wir, sondern die Stadt ist zuständig. Und zu Ziffer zwei habe ich vorhin ein Votum gehört, welches den Nagel auf den Kopf getroffen hat. Bevor die Lösung mit dem Rotationsprinzip gefunden wurde, gab es immer wieder Probleme. Das hat vorhin jemand zu Recht gesagt. Als Exekutive ist man verpflichtet, nach Lösungen zu suchen und nicht einfach irgendetwas zu behaupten oder in die Welt zu setzen. Wir haben einen Weg gesucht, um die Probleme zu lösen und sind, gemeinsam mit der Stadt und der Burgergemeinde, zu der Lösungen gekommen, immer dreimonatsweise zu rotieren. Seither haben wir Ruhe. Diejenigen, die es ein bisschen mitverfolgt haben, werden das bestätigen können. Und anstatt jetzt wieder etwas aufzubereiten, was unnötig

ist, da wir jetzt Ruhe haben und weil es eine Übergangslösung ist, ist es gescheiter, diese Übergangslösung weiterzuverfolgen bis die «Zone für experimentelle Wohnformen» endlich definitiv bewilligt ist. Ich bitte Sie daher, das Postulat oder die Motion abzulehnen. Es handelt sich im Übrigen um eine Richtlinienmotion bzw. ein Richtlinienpostulat. Das heisst, der Regierungsrat ist frei, zu prüfen. Und wenn Sie mein Votum gehört haben, werden Sie sich etwa vorstellen können, was wir machen werden.

La présidente. Wir kommen nun zur ziffernweisen Abstimmung. Die Motion ist gewandelt. Wer Ziffer 1 als Postulat annimmt, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet de l'adoption sous forme de postulat

Oui 39

Non 86

Abstentions 6

La présidente. Der Grosse Rat hat Ziffer 1 abgelehnt. Wir kommen zur Abstimmung über Ziffer 2. Wer diese als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet de l'adoption sous forme de postulat

Oui 60

Non 68

Abstentions 3

La présidente. Sie haben Ziffer 2 ebenfalls abgelehnt.